

**Discours de Mme Ana GUTU, Présidente de la Section moldave de l'APF
Réunion de la Régionale Europe, Assemblée Parlementaire de la Francophonie, le 18-
21 novembre, Chisinau, République de Moldavie**

Monsieur **Igor Corman**, Président du Parlement moldave,

Madame **Andrée Champagne**, Présidente de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie,

Monsieur **Jean – Paul Wahl**, chargé de mission Europe de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie,

Monsieur **Pascal Terrasse**, Secrétaire Général de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie,

Vos **Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs**,

Distingués parlementaires,

Chers collègues professeurs universitaires,

C'est un immense plaisir et un grand honneur d'inaugurer aujourd'hui la 26-e Assemblée de la Région Europe de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie, qui est une première absolue pour la République de Moldavie. Nous célébrons cette année le 15-e anniversaire de l'adhésion de notre pays à l'Organisation Internationale de la Francophonie. Notons, distingués collègues, qu'avant l'institutionnalisation de la francophonie en République de Moldavie, la valeur fondamentale de cette organisation que nous avons tous en partage – la langue française – était depuis longtemps historiquement et philosophiquement présente dans ce territoire. J'ai bien dit « ce territoire », car le cheminement de notre pays, aujourd'hui indépendant et souverain, a été compliqué. Issue de l'ancien empire soviétique, la République de Moldavie a conservé la francophilie et le penchant intellectuel pour la langue française que nous avons hérité de l'espace roumain, avec lequel nous sommes liés par la communion de la même langue – roumaine, la même histoire, les mêmes traditions.

Il n'y a jamais eu de présence française sur notre territoire, il n'y a jamais eu de guerre de conquête, suite à laquelle la langue française aurait été imposée, mais, le rayonnement civilisateur de la langue française, le patrimoine culturel universalisant qu'elle englobe – ont fait en sorte que la langue française fût depuis toujours un encadrement naturel de la pensée intellectuelle dans l'espace roumain. Et ce n'est pas par hasard qu' Albert Dauzat mentionne dans son livre „Le Génie de la langue française”, je cite „ dans toute langue on observe un décalage entre la pensée et l'expression. Cet écart, le français tend à le réduire au minimum, en serrant toujours de plus près son ajustement à la pensée”.

L'origine latine commune des deux langues – le roumain et le français – a déterminé aussi le choix des intellectuels de l'espace roumain, fait en faveur du français en tant que langue d'expression de la pensée philosophique et critique. La liste des personnalités francophones d'origine roumaine qui ont contribué à l'enrichissement du patrimoine culturel francophone, et par conséquent de celui universel, est très longue.

Au dix-neuvième siècle, mais aussi au vingtième siècle, le théâtre parisien des événements culturels a accueilli les esprits les plus prolifiques de l'espace roumain – Anne de Noailles, Marthe Bibesco, Julie Hasdeu, fille du grand philosophe Bogdan Petriceicu Hasdeu, originaire de Bessarabie, le nom historique de la République de Moldavie, les écrivains Panait Istrati, le philosophe Mircea Eliade, auteur de la fameuse „Histoire des religions”, finalement, Emil Cioran, le philosophe français d'origine roumaine, qui ayant oscillé entre deux langues et deux identités, finalement, a donné préférence à la langue française, le poète Tristan Tsara, le dramaturge Eugène Ionesco, le sculpteur Constantin Brancusi et autres.

La République de Moldavie continue de rester une promotrice persévérante des traditions francophones, qui se matérialisent surtout à travers l'éducation et la recherche, sans négliger, quand bien même, la dimension économique de la langue française, car des investissements à capital francophone sont venus en république il y a plus d'une dizaine d'années.

Nous dirions que la dimension politique de la francophonie est basée sur ces trois piliers : éducation, recherche, économie.

L'implication du facteur politique proprement dit consiste à soutenir et à diffuser la pensée francophone dans toutes ses variétés, en créant des conditions propices pour cela : environnement politique favorable, sans contraintes uniformisatrices de point de vue linguistique. Nous mentionnerons dans cette perspective, l'inclusion dans le programme du gouvernement pro-européen, au chapitre visant l'éducation linguistique, d'un point spécial qui stipule le soutien de l'enseignement de plusieurs langues de circulation internationale, prévision qui figure également dans le nouveau projet de Code de l'éducation, qui sera débattu bientôt au parlement moldave.

A l'heure actuelle 50% d'élèves des établissements pré-universitaires moldaves étudient le français en tant que première langue étrangère. L'autre moitié donne préférence à l'anglais, biens sûr, un pourcentage infime reste pour l'allemand, l'italien et l'espagnol.

Dans les établissements d'enseignement supérieur la situation a déjà basculé en faveur de l'anglais. Et ce n'est pas un secret que les professeurs universitaires francophones se démènent pour sauvegarder les enseignements du français et en français.

Le fait que les 6 filières francophones, lancés en 1997 après le sommet de l'OIF de Hanoï, fonctionnent encore, quinze années après leur lancement, est déjà une victoire. Les animateurs des filières francophones, des espaces francophones, des Centres de réussites universitaires, les professeurs des lycées où il y a des classes bilingues, font un sacré travail et vous allez vous convaincre vous-mêmes lors de cette Assemblée, en les écoutant et en les appréciant. Il est à mentionner, que cette exceptionnelle communauté de professeurs

francophones n'exigent et d'autant plus ne touchent aucune rémunération supplémentaire de la part des établissements d'origine ou d'autres organismes.

Pour eux tous la francophonie est un projet professionnel, un projet de vie, qui nécessite souvent des sacrifices, de la passion, de la persuasion et de la résistance.

Il est correcte de mentionner aujourd'hui les efforts soutenus des institutions qui accompagnent les projets francophones en République de Moldavie, et ce sont inmanquablement l'Alliance Française, l'Antenne de l'Agence Universitaire de la Francophonie, l'Ambassade de France en République de Moldavie, l'Ambassade de Belgique en Ukraine et en République de Moldavie, l'Ambassade de Canada en Roumanie et en République de Moldavie, l'Association des Maires Francophones qui a piloté la Maison des Savoirs à Chisinau, et, bien sûr, les entreprises à capital francophone Lafarge, Groupe Société Générale – Mobias Banca, Pentalog, Orange, KPMG et autres.

Distingués collègues,

La francophonie en République de Moldavie se manifeste également au niveau des institutions démocratiques de notre pays. Le 20 septembre cette année à Bucarest, Roumanie, lors de la Réunion des Correspondants Nationaux des états membres de l'OIF en Europe de Sud-Est a été créé le réseau régional des correspondants nationaux, dans le but d'approfondir les collaborations des états francophones de l'Europe de Sud-Est et les autres pays francophones du monde.

La République de Moldavie est une promotrice fidèle des valeurs de la francophonie et participe systématiquement aux activités de l'OIF dans le domaine de la protection des droits de l'homme, de la démocratie, de la paix, de la protection de l'environnement, de la diversité culturelle et linguistique. Au mois d'avril à Chisinau aura lieu le 4-e séminaire francophone sur la mise en place du II-e cycle du mécanisme de l'ONU sur l'évaluation périodique des droits de l'homme. L'événement sera organisé avec l'appui de l'OIF et le Haut Commissariat de l'ONU pour les droits de l'homme.

Une importance à mettre en valeur constitue le projet de l'OIF „Le français dans la diplomatie et dans la fonction publique” . Entre 2009-2013 30 fonctionnaires du parlement moldave ont suivi des cours de langue française, fait qui leur a permis de se débrouiller mieux dans le traitement des dossiers visant le parcours européen de notre pays, car le français est une des langues officielles de l'UE et du Conseil de l'Europe.

En 2012, à l'initiative du président du parlement, un séminaire francophone international sur la nécessité de faire revenir les jeunes diplômés dans leurs pays d'origine, a eu lieu avec l'appui de l'AUF, de l'Université Libre Internationale. Des experts francophones de Sénégal, Maroc, Arménie, mais aussi les hauts fonctionnaires moldaves des ministères concernés, ont débattu la problématique de la fuite des cerveaux. Après ce séminaire, le gouvernement moldave a créé le Bureau des Relations avec la Diaspora, qui met en place à présent des politiques adéquates d'implication des spécialistes hautement qualifiés de la diaspora moldave dans le processus de modernisation de notre pays.

L'OIF est un partenaire constructif dans le domaine de la démocratie électorale, des équipes d'observateurs d'élections de la part de l'OIF ont suivi de près les élections parlementaires anticipées de novembre 2010 et le référendum constitutionnel de septembre 2010.

Le conflit gelé de la région sécessionniste de la Transnistrie représente un point cardinal de l'agenda politique de notre pays. L'armée russe continue de stationner sur le territoire souverain de la République de Moldavie. Grâce aux efforts de la diplomatie moldave il a été possible, dans le cadre du sommet de la Francophonie de Montreux, Suisse, d'octobre 2010, d'inclure une référence spéciale à la nécessité de résoudre le conflit gelé de Transnistrie, dans la Résolution du sommet visant les situations de crise, de solutions des crises et de la consolidation de la paix dans l'espace francophone.

L'appartenance de la République de Moldavie à l'espace francophone, dans le cadre de l'OIF, dans le cadre de l'APF, avec l'implication active des opérateurs de la francophonie, tels que l'AUF, la chaîne TV5 Monde, l'Association des Maires Francophones, permet la création des opportunités de développement de notre pays par le biais de nombreux projets politiques, culturels et éducationnels. La Francophonie, ayant à la base un pacte linguistique - tel que l'avait conçue Léopold Sédar Senghor, évolue et représente aujourd'hui, pour la République de Moldavie, un cadre de dialogue efficace sur la voie de l'euro-périsation. La semaine prochaine, à Vilnius, lors du sommet du Partenariat Oriental la République de Moldavie va parapher l'Accord d'Association avec l'Union Européenne. Nous espérons signer cet Accord le cours de l'année prochaine, en sorte que l'actuel parlement moldave puisse le ratifier. C'est une victoire exceptionnelle de la coalition pro-européenne qui s'est assumé la voie de l'intégration européenne, en dépit des pressions économiques et politiques qui viennent de l'est.

A coté des 57 pays membres à pleins droits de l'OIF et autres 20 pays observateurs au sein de l'OIF, pour la République de Moldavie la francophonie favorise la promotion des intérêts de notre pays sur le plan international, en permettant à notre pays qui est une jeune démocratie, de s'engager sur la voie du développement durable, au profit de ses citoyens, dans le respect total de leurs droits et des libertés fondamentales, de la paix et du dialogue interculturel.

L'ampleur des activités francophones sur les dimensions politique, économique, éducationnelle, scientifique, culturelle est bien possible grâce à la langue que nous avons tous en partage – la langue française, la langue porteuse de valeurs, claire et précise, et dans ce sens je terminerai mon discours par l'a fameuse assertion d'Emil Cioran : « On n'habite pas un pays, on habite une langue. Une patrie, c'est cela et rien d'autre. » ce qui signifie qu'aujourd'hui, à l'occasion de la 26-e Assemblée de la Région Europe de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie nous pouvons tous exclamer – la langue française est notre patrie. Vive la francophonie, vive la langue française !

Je vous remercie de votre attention !

